

Pour tous les jeunes du Canada, et ils sont nombreux ici aujourd'hui, tant de Coaticook, au Québec, que de Port Ellis, en Colombie-Britannique, André Viger constitue le plus bel exemple de détermination, de persévérance, de ténacité et d'effort.

En mon nom et en celui de mes collègues de la Chambre des communes, j'adresse à André Viger nos plus sincères félicitations.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

ON CRITIQUE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, nous avons entendu cet après-midi deux ardents plaidoyers de la part de députés conservateurs de l'arrière-ban. L'un avait trait au besoin de prestations de retraite anticipée qui, bien sûr, priveraient les pensionnés de prestations d'assurance-chômage s'ils pouvaient prendre leur retraite; et le second avait trait à l'effondrement des prix du pétrole et aux difficultés qui en résultent pour de nombreuses familles de la région de Calgary.

Ces députés ne se rendent-ils pas compte que les faits mêmes dont ils se plaignent font partie intégrante de la politique conservatrice de libre entreprise du gouvernement qu'ils appuient? Peut-être feraient-ils bien de comprendre que les choses mêmes dont ils se préoccupent le plus sont attribuables aux politiques instaurées par le gouvernement. Je me demande à qui ils pensent en faire accroire.

* * *

L'ÉNERGIE

LA TAXE SUR LES RECETTES PÉTROLIÈRES ET GAZIÈRES—ON DEMANDE L'ABOLITION

M. Jack Shields (Athabasca): Monsieur le Président, je prends la parole pour signaler à la Chambre un très réel problème qui se pose à mes électeurs du nord-est de l'Alberta, surtout ceux de Fort McMurray. La taxe sur les recettes pétrolières et gazières, une taxe libérale imposée il y a bien des années, frappe toujours le pétrole produit par Syncrude. J'exhorte tous les députés à réfléchir bien sérieusement à ce problème. J'exhorte la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) à envisager sérieusement d'exempter de la TRPG tous les projets d'exploitation des sables bitumineux.

* * *

L'AGRICULTURE

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE PROTÉGER LES AGRICULTEURS

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, les producteurs de grain de l'Ouest veulent être traités équitablement. Ils demandent au gouvernement de leur donner

Questions orales

l'appui nécessaire pour qu'ils puissent livrer une juste concurrence aux producteurs américains. Ils réclament un rendement sur un boisseau de grain canadien égal à celui d'un boisseau aux États-Unis. Ils demandent que le gouvernement protège les agriculteurs canadiens autant que le gouvernement américain protège les agriculteurs américains. Est-ce trop demander?

* * *

L'ÉNERGIE

ON PRÉCONISE L'ANNULATION DE LA TAXE

M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap): Monsieur le Président, le meilleur conseil à donner au député qui se plaint des taxes sur l'essence dans la région de Fort McMurray, c'est qu'il demande à son propre gouvernement d'annuler la taxe. Après tout, pourquoi se plaint-il à la Chambre des communes? Il devrait présenter ses doléances à son propre gouvernement, puisque c'est lui qui impose les taxes de ce temps-ci.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—LA LETTRE DU PRÉSIDENT AUX SÉNATEURS AMÉRICAINS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, c'est toujours le suspense au Sénat américain. Cette incertitude laisse planer certains doutes sur les rapports spéciaux qui unissent le premier ministre et l'administration américaine. Ma question au premier ministre concerne une lettre du président invitant les sénateurs américains à apporter leur appui aux négociations commerciales canado-américaines, et précisant que le Canada «a très activement appuyé les initiatives internationales des États-Unis, notamment en matière de lutte contre le terrorisme et de maintien d'une solide unité sur les grandes questions de contrôle des armements entre l'Est et l'Ouest». Je demande au premier ministre ce que signifient ces paroles du président. Avons-nous en fait sacrifié l'indépendance de notre politique étrangère pour acheter un vote affirmatif sur cette question?

● (1415)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il est particulièrement déplacé de la part d'un ancien premier ministre du Canada de laisser planer une accusation aussi calomnieuse au sujet de l'attitude et de la politique étrangère de notre pays. La déclaration du président des États-Unis était parfaitement claire. Il considère le Canada comme un allié fiable, et c'est ce que nous souhaitons être. Nous accordons à nos amis le bénéfice du doute. Nous nous considérons comme un allié fiable, et tant que nous serons au gouvernement, nous le serons.